

Des syndicats et associations lancent le "Mouvement ambition éducation"

4-5 minutes

Un nouvel acteur éducatif naît ce 30 juin 2021 : le "Mouvement ambition éducation", qui réunit notamment des syndicats de personnels de l'Éducation nationale, des représentants des collectivités et de l'éducation populaire. Le mouvement lance un appel "à la mobilisation" et pour que d'autres organisations le rejoignent afin de "positionner l'enfant et l'éducation au cœur du débat politique et public" en vue, notamment, de la prochaine élection présidentielle. Le mouvement prône notamment la lutte contre les inégalités et la ségrégation territoriale et veut renforcer les "alliances éducatives".



Le Mouvement Ambition Éducation lance un appel à le rejoindre, le 30 juin 2021 Droits réservés - DR

"Positionner l'enfant et l'éducation au cœur du débat politique et public" : c'est l'objectif du "Mouvement ambition éducation", officiellement lancé le 30 juin 2021. Ce Mouvement réunit de nombreux acteurs du système éducatif : représentants des collectivités ([RFVE](#) et [Andev](#)), de l'éducation populaire ([Céméa](#), [Francas](#), [Ligue de l'enseignement](#)), des personnels ([Sgen-CFDT](#), [FSU](#), [SE-Unsa](#)) et de parents d'élèves ([FCPE](#)).

Ce 30 juin, le Mouvement appelle en outre "à la mobilisation" pour, explique-t-il dans un communiqué, "permettre à d'autres institutions, associations ou acteurs éducatifs, nationaux, locaux de le rejoindre afin de porter une voix audible et collective pour que l'éducation puisse trouver la place qui est lui est due dans le débat national qui s'ouvre", à l'approche, notamment, de l'élection présidentielle.

Lutter contre les inégalités et les ségrégations territoriales

Les organisations veulent voir se fonder "une nouvelle façon de concevoir l'action éducative sur notre territoire", ce qui, selon elles, peut éclore "en renforçant des alliances éducatives respectueuses des identités de chacun". Et de lister l'objectif que doivent se fixer "l'école et plus largement l'ensemble des espaces éducatifs" : être des "terrains fertiles de confiance, de vie collective, de pouvoir d'agir et de penser favorisant, par des pratiques émancipatrices, la construction d'une identité citoyenne".

Le mouvement prône "l'existence de véritables projets éducatifs" dans les territoires afin de "favoriser la cohérence entre les dispositifs existants en appui sur un pilotage au plus près des besoins des populations".

Il s'agit de prendre en compte l'enfant à l'école et au-delà, notamment lors des activités de vacances et de loisirs collectifs, puisque tous ces lieux "participent à l'éducation des enfants et des jeunes et à la lutte contre les inégalités" et doivent promouvoir "la mixité sociale, en agissant contre les ségrégations territoriales et résidentielles".

"Construire un renouveau du service public d'éducation"

Le Mouvement ambition éducation détaille alors ses revendications :

- "passer d'une École centrée sur la fabrique des 'meilleurs' à une École qui permette à tous les enfants et à tous les jeunes de se préparer à faire les choix personnels, professionnels et citoyens qui jalonnent toute vie humaine" ;
- "militer pour un système éducatif gratuit, laïque et inclusif qui lutte contre les inégalités et accueille tous les enfants quels que soient leurs besoins" ;
- "promouvoir un véritable service public de l'éducation favorisant les

coopérations contre les concurrences et faisant barrière à la marchandisation de l'éducation" ;

- "agir pour que l'École, mais plus largement l'ensemble des espaces éducatifs, permettent aux générations à venir d'être mieux armées pour relever les défis de notre temps : transition écologique, place du numérique, ..."

Le mouvement appelle donc à le rejoindre ceux qui ont la conviction que "tous les êtres humains sont capables et éducatifs", qui souhaitent que "l'École permette aux enfants et aux jeunes d'exprimer et de développer toutes leurs potentialités humaines", et qui s'engagent à mettre en œuvre "des débats citoyens, des forums locaux, au plus près des territoires pour ouvrir des espaces de dialogues, des espaces de concertations pour construire un renouveau du service public d'éducation".